**MÉMOIRE
ADRESSÉ À LA COMMISSION DE LA CULTURE.
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC.**

En référence au document de consultation, juin 2005:
"PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC".

Document de consultation envoyé par Mme France Hamel, députée de la Peltrie,
Présidente de séance, Assemblée nationale de Québec.

Paroisse Saint-Martin-de-Val-Bélair
Val-Bélair, ce 18 juillet 2005.
(correction au 24 juillet 2005; 23 septembre 2005)

INTRODUCTION

Les paroisses du diocèse de Québec ne peuvent rester insensibles à la question sérieuse de l'avenir du patrimoine religieux dont elles ont la propriété et la responsabilité d'assurer la conservation.

Les présentes lignes considéreront la question plus particulière du patrimoine religieux selon le volet qui en constitue "sans aucun doute la part la plus importante", soit les objets et les édifices religieux. (Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005. p. 13).

Nous questionnerons dans un premier temps la définition de "pratiquant" largement utilisée dans le document de consultation, tout comme nous la retrouvons dans la plupart des conversations sur ce sujet. Les conditions actuelles pour le financement des paroisses seront également abordées. Ces deux points considérés, nous nous permettrons par la suite de proposer une vision plus large des champs de responsabilité actuels et de dégager, parmi bien des voies possibles, une piste qui nous apparaît ignorée et qui mérite qu'on s'y attarde, les prémisses à la présente réflexion étant différemment définies.

LA NOTION DE "PRATIQUANT" (ET DE "PRATIQUE RELIGIEUSE")

Nous retenons trois citations utilisant l'expression "pratique religieuse", à la page 17 du document de consultation:

"La baisse de la **pratique religieuse** et l'absence de relève chez les prêtres et les communautés religieuses sont les deux causes les plus fréquemment citées pour expliquer le sort actuellement réservé à plusieurs éléments du patrimoine religieux québécois" (Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005. p. 17, 2e paragraphe).

"Pour les églises, la diminution marquée de la **pratique religieuse** a un impact certain sur les revenus des paroisses, dont plusieurs n'arrivent d'ailleurs plus à équilibrer leur budget. Construites pour accueillir des centaines, voire quelques milliers de personnes, les églises ne servent plus qu'à une poignée de fidèles, souvent une seule fois par semaine, en raison notamment de la faible demande et de la pénurie de personnel religieux" (Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005. p. 17, 3e paragraphe).

"La population québécoise comptait 80% de **pratiquants** catholiques en 1960, elle n'en compte plus que 5% aujourd'hui." (Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005. p. 17, texte encadré, côté gauche).

La notion de "pratiquants" utilisée dans le document de consultation réfère, à moins d'erreur de notre part, aux personnes se présentant hebdomadairement à l'une des célébrations dominicales d'une paroisse donnée pour y célébrer l'Eucharistie la semaine ou la fin de semaine.

Or, la théologie moderne et les approches pastorales qui inspirent les équipes d'animation en milieu paroissial préfèrent regarder les baptisés catholiques, non pas en termes de pratiquants, mais de gens requérant des services religieux selon les événements qui les concernent.

Si on nous le permet, pour fins d'illustration de nos propos, nous considérerons la paroisse dont l'auteur de ces lignes est le curé, i.e. responsable de son administration et de ses projets pastoraux à l'intention des 25,000 fidèles qui composent la communauté chrétienne de la paroisse de Saint-Martin-de-Val-Bélaire.

S'il est exact que la participation aux messes dominicales du dimanche (appelée "pratique religieuse") est en profond déclin (soit 500 personnes sur 25,000), il ne faudrait pas conclure que l'expression cerne adéquatement l'ensemble des services religieux que les fidèles de ce milieu reçoivent de leurs responsables religieux.

S'il est juste de prétendre que l'importance de la participation aux fêtes d'obligation de la religion catholique et du respect du précepte dominical occupent une place importante dans la pratique des fidèles de cette confession religieuse ("Les dimanches tu garderas en servant Dieu dévotement", 3e commandement de l'Église), la plupart des intervenants en pastorale actuellement s'accordent à dire qu'on ne peut définir une personne de "pratiquant" sa religion sous cet aspect seulement. Même sur ce point, que dira-t-on d'un individu qui participe aux célébrations quelques fois par année: demeure-t-il toujours un "pratiquant" ou s'il a perdu ses qualifications pour être considéré comme tel? Dira-t-on d'une personne qui fait baptiser ses enfants ou les inscrit aux démarches de préparation aux sacrements (et aux catéchèses en milieu paroissial remplaçant le vide d'enseignement religieux en milieu scolaire laissé par les récentes décisions des derniers gouvernements québécois) qu'elle n'est pas une "pratiquante", même si elle assume ses responsabilités de parent catholique par ces engagements au nom de sa foi? Ces gens qui, au nom des valeurs de l'Évangile telles que prêchées par l'Église catholique, ajustent leurs comportements et leurs attitudes en fonction de ce programme de vie et qui n'ont pas une participation régulière aux offices religieux, sont-ils des non-pratiquants?

Chez les intervenants en pastorale, les agents et agentes de pastorale, chez les bénévoles et chez les pasteurs, ces considérations font souvent l'objet de discussion et modifient l'accueil qui est fait à une large proportion de la population qui, même si elle n'a pas une *pratique culturelle*, continue d'être constituée de "pratiquants" tantôt du culte, tantôt des valeurs évangéliques. Une proportion considérable de la population continue de s'inscrire aux diverses sessions de formation à la vie chrétienne lorsque leurs enfants se préparent à vivre des sacrements d'initiation (Baptême, Premier Pardon, Première des Communions, Confirmation), quand ce n'est pas pour eux-mêmes (Mariage).

Que dire de ces gens qui, n'étant pas présents régulièrement au culte hebdomadaire, continuent de se faire un devoir d'être présents à des événements qui concernent une connaissance ou un membre de leur famille à l'occasion d'un mariage et de funérailles? Quand on regarde le nombre de familles concernées par l'un ou l'autre des services religieux dispensés à la paroisse Saint-Martin-de-Val-Bélair, sur 9,000 demeures approximativement que compose cette communauté chrétienne, nous pouvons relever que, durant une année, 3,000 d'entre elles ont bénéficié d'un service religieux desservi par la paroisse, soit 33% de sa population (Ce chiffre ne compte pas les gens qui, intéressés par l'une ou l'autre des célébrations, participent aux célébrations, qu'ils soient de ce milieu ou de milieux environnants, même éloignés).

LA PROBLÉMATIQUE DU FINANCEMENT

Traditionnellement, le financement principal des églises paroissiales se faisait par les dons reçus lors du culte hebdomadaire et par le versement de la Capitation (montant versé annuellement par les paroissiens à leur église locale, soit 45\$ par adulte).

Si tous les paroissiens accomplissaient leur devoir de verser leur dîme à leur église, une paroisse comme Val-Bélair récolterait (excluant les individus n'ayant pas 18 ans, soit 5,000 personnes), un montant de $20,000 \times 45\$ = 900,000\$$. Dans ces années-ci, le montant recueilli à ce chapitre est de 85,000\$, soit de 9%.

La difficulté réelle de l'entretien du patrimoine religieux dans les communautés chrétiennes paroissiales se situe, trouvons-nous, largement de ce côté.

Si 33%, soit le pourcentage de ceux qui ont reçu des services de leur église, versaient la contribution financière requise, c'est plus de 200,000\$ de plus qu'une paroisse comme Saint-Martin aurait à sa disposition pour continuer à organiser et à desservir les services religieux, mais aussi, pour entretenir son patrimoine religieux à la disposition de sa population.

L'AVENIR DU PATRIMOINE RELIGIEUX QUÉBÉCOIS

L'Église catholique au Québec dispose d'une législation sérieuse (*La loi sur les Fabriques* et le *Code de droit canonique*) qui a permis aux communautés chrétiennes, au fil des ans, de répondre à ses devoirs face aux fidèles de ses paroisses.

Il faut reconnaître que cette institution ne dispose pas des outils administratifs que possède un gouvernement civil pour organiser ses services administratifs (Parlement et ministères), juridiques, sociaux, culturels et de loisirs.

Puisque le document admet que la responsabilité de la conservation du patrimoine religieux ne peut reposer sur les épaules que des seuls "pratiquants" (selon la définition suggérée par le document: 5% de la population), le gouvernement pourrait permettre à cette institution de pouvoir percevoir auprès de sa population¹, avec les outils appropriés qu'il lui concéderait, (soit 33%, chiffre conservateur, puisque dans les faits, on peut envisager que c'est près de 50% de la population d'un milieu qui a recours ou qui profite d'un service religieux à un moment ou l'autre dans une année), les deniers nécessaires à

l'exercice de l'une de ses obligations, soit la conservation de son patrimoine (Cf. article 18, *Loi sur les fabriques*, cité à la page 34 du document : Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005.)

Ne pourrait-on pas y voir une mise en application d'un partenariat Église-État où celui-ci donne à celle-là les outils financiers (ce qui lui manque actuellement) pour continuer à **conserver** les bâtisses qui ont toujours leur raison d'être. Mais aussi à les **garder utiles** à une proportion importante de sa population qui lui demande encore des services.

Rappelons que, si ces infrastructures bénéficient du respect des générations actuelles en raison de leurs qualités architecturales, artistiques, symboliques, elles méritent ce respect également pour les valeurs qui habitaient les générations qui les ont érigées: des valeurs de générosité, de don de soi, d'espérance, de charité et de foi. Ces valeurs dont la discrétion actuellement met dramatiquement en lumière la souffrance d'une société en quête de sens.

CONCLUSION

Nous vous avons présenté une voie qui nous apparaît tenir compte de prémisses que nous avons osé redéfinir au début de notre présentation, soit le concept de "pratiquant." Ce pratiquant (ou "usager occasionnel du culte") n'est pas seulement l'individu qui s'assoit dans une église une fois la semaine pour participer à la célébration dominicale de sa paroisse. Il est un résident d'une paroisse donnée, parfois même un non-baptisé. Il participe occasionnellement à un rassemblement de croyants, car il se sent concerné par un événement qui le touche ou qui touche l'un de ses semblables. Il fait partie d'un pourcentage de gens qui dépasse 50% de la population de la paroisse à laquelle il appartient. Un peu comme un citoyen qui contribue à sa ville par le biais de taxes municipales, provinciales et fédérales pour des services qu'il utilise régulièrement ou occasionnellement ou pas du tout, le "pratiquant" fréquente le temple de son quartier pour y recevoir tantôt des services religieux de type "culte", tantôt des services de type "pastorale" recoupant de vastes segments de la vie humaine où le sacré se doit d'être souligné dans les diverses dimensions de son humanité : soit par les arts, l'architecture, l'environnement, ce que nos églises continuent d'offrir, croyons-nous.

Un apport social important:

"(...) l'église forme souvent le coeur du quartier, elle est un point de convergence, elle maintient l'idée de communauté, elle conserve les rites qui marquent la vie, de la naissance à la mort. Il n'est pas abusif de parler de déstructuration du quartier lorsqu'on démolit une église." (Notre patrimoine, un présent du passé. Rapport du groupe-conseil sur la Politique du patrimoine culturel du Québec, présidé par M. Roland Arpin, novembre 2000, p. 12 cité dans Commission de la culture: patrimoine religieux du Québec. Document de consultation, juin 2005, p. 20.)

C'est à ce titre que l'État ne peut considérer ce citoyen comme non concerné par la présence ou non d'une église (ou d'un autre établissement à valeur patrimoniale et religieuse) située dans son environnement. C'est à ce titre que l'État pourrait décider de l'impliquer financièrement dans la conservation du patrimoine religieux de la société auquel il appartient plutôt que de laisser les "*pratiquants culturels*" en assumer le fardeau à eux seuls.

La *Loi sur les fabriques* (en ce qui concerne l'Église catholique) donne les garanties suffisantes à l'État pour qu'il puisse s'assurer que les soutiens financiers fournis soient utilisés dans le respect de leurs fins. L'État s'épargne ainsi d'avoir à créer des structures nouvelles pour prendre soin d'un bien collectif qui est déjà possédé, géré, administré selon une Loi qu'elle s'est donnée, cette dernière déjà soutenue par le *Code de droit canonique*, une législation qui remonte aux origines du christianisme et qui a su traverser honnêtement les siècles.

Claude Lessard, curé
Paroisse Saint-Martin-de-Val-Bélair.

1- La perception d'une taxe sur la vente du tabac a permis d'éteindre la dette qu'a engendrée la construction d'un stade olympique il y a 20 ans. Cette même taxe, maintenant devenue inopérante en raison de l'extinction de la dette, ne pourrait-elle pas être appliquée sur "la conservation du patrimoine religieux", une somme à distribuer aux paroisses et autres confessionnalités religieuses selon une grille d'évaluation du patrimoine religieux des bâtiments en cause? Ainsi, chaque année, les corporations concernées recevraient un certain montant d'argent pour l'entretien de leur lieu de culte ou des biens à valeur patrimoniale. Nous justifions cette proposition par le fait qu'un large partie de la population se tourne vers les institutions religieuses à un moment ou l'autre de son existence et que c'est à regret qu'elle constate la disparition progressive des biens qui témoignent de ses racines religieuses et culturelles).